

# Servitude monétaire et monéteisme

Considérée dans son principe fondamental, la monnaie est une institution publique : le droit de battre-monnaie est un attribut de la souveraineté politique ! En sorte que seuls les Etats, ou leurs groupements, sont légitimement fondés à détenir ce droit de battre-monnaie.

Par conséquent, chaque fois que la monnaie cesse d'être conforme à son principe, c'est-à-dire chaque fois que les mécanismes de la création monétaire sont contrôlés par des entités privées, il y a distorsion de la réalité monétaire rapportée aux principes sensés la gouverner : il y a désordre monétaire ; lequel désordre se traduit par un asservissement monétaire de tous par quelques uns que je nomme « monétéistes ».

## Privatisation du droit battre-monnaie

Or, de nos jours, les principales monnaies dans lesquelles s'opèrent les transactions économiques et financières mondiales (à savoir £, \$, €) sont contrôlées par des institutions privées appartenant à un petit groupe de familles, à une oligarchie monétéiste : les « Maîtres de la Monnaie ». En sorte que l'économie dite moderne n'est plus simplement capitaliste, au sens où elle serait dominée par les propriétaires du capital ; elle est plutôt monétéiste, parce que dominée par ceux dont la fonction systémique radicale consiste à monopoliser le droit de battre-monnaie.

Produisant les signes monétaires à volonté, et de manière discrétionnaire, les Maîtres-de-la-monnaie sont potentiellement propriétaires de tout ce qui se vend ou

s'achète avec ces signes monétaires ; en particulier les ressources stratégiques mondiales (iridium, diamant, coltan, uranium, pétrole, etc.) et les multinationales qui les exploitent. Ainsi, par exemple, le coltan de la RDC appartient en dernier ressort aux propriétaires du US\$, monnaie dans laquelle sont libellées les transactions internationales de coltan.

## **Monétéisme, un désordre monétaire mondialiste**

Le désordre monétaire international, qui résulte de cette appropriation privée de la monnaie, se caractérise par le fait massif (mais ô combien invisible au commun !) selon lequel la masse monétaire mondiale des « devises Rothschild » (£, \$, €) n'a jamais été aussi volumineuse, aussi pléthorique, dans le même temps où les Etats et les citoyens (aussi bien en tant que consommateurs ou producteurs) n'ont jamais autant manqué de monnaie.

Cette contradiction apparente est incompréhensible si l'on ne saisit pas rigoureusement que cette masse monétaire mondiale des « devises Rothschild » est concentrée entre les mains d'un groupuscule occulte d'intérêts hypertrophiques ; ce qui provoque une raréfaction artificieuse de la denrée la plus surabondante dans le monde, mais que trop peu de gens possèdent en quantité suffisante : l'argent...

La mise à disposition des signes monétaires dépend quasi-exclusivement d'une minorité d'acteurs financiers privés, voire occultes ; c'est-à-dire une oligarchie de Maîtres-de-la-Monnaie. La terre fait l'objet d'appropriation privée. L'être humain aussi peut-être déclaré « chose mobilière ». En tout cas, cela fut possible pendant des millénaires jusqu'à récemment encore ; bien que cette « exploitation de l'homme par l'homme » ait pris d'autres formes déshumanisantes.

Dans une telle configuration économique marquée par l'hypertrophie de la propriété privée, par la mystique de l'individu Propriétaire-Roi, l'intervention publique est idéologiquement suspecte, insidieusement circonscrite, voire stratégiquement émasculée. L'impuissance économique du pouvoir public, l'inefficacité chronique de l'action économique de l'Etat, est savamment orchestrée, notamment à travers la privatisation du pouvoir de battre-monnaie et son corollaire, l'endettement-boulet (ou déficit public abyssal)...

Une conception de l'économie qui marginalise tant l'action publique en matière économique n'a pas grand-chose à dire en ce qui concerne l'économie politique ; à part « Laisser Faire » la loi de la jungle au profit d'une minorité de Maîtres-de-la Monnaie et de leurs divers sous-fifres et affidés.